

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20231218-lmc1238840-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 19 décembre 2023
Date d'affichage : 20/12/2023

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 18 DÉCEMBRE 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/587 CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PARTIELLE D'UN AGENT METROPOLITAIN AUPRES DE LA FEDERATION FRANÇAISE HANDISPORT - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/587

BUREAU DU 18 DÉCEMBRE 2023

**O B J E T : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PARTIELLE
D'UN AGENT METROPOLITAIN AUPRES DE LA
FEDERATION FRANÇAISE HANDISPORT -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

CONSIDERANT que Monsieur Stéphane MESSI pratique une discipline sportive de haut niveau et que la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite lui apporter son soutien en aménageant son temps de travail,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER les termes de la convention de mise à disposition partielle de Monsieur Stéphane MESSI à hauteur de 19 % de son temps de travail auprès de la fédération française handisport.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la présente convention ainsi que toute décision administrative et documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

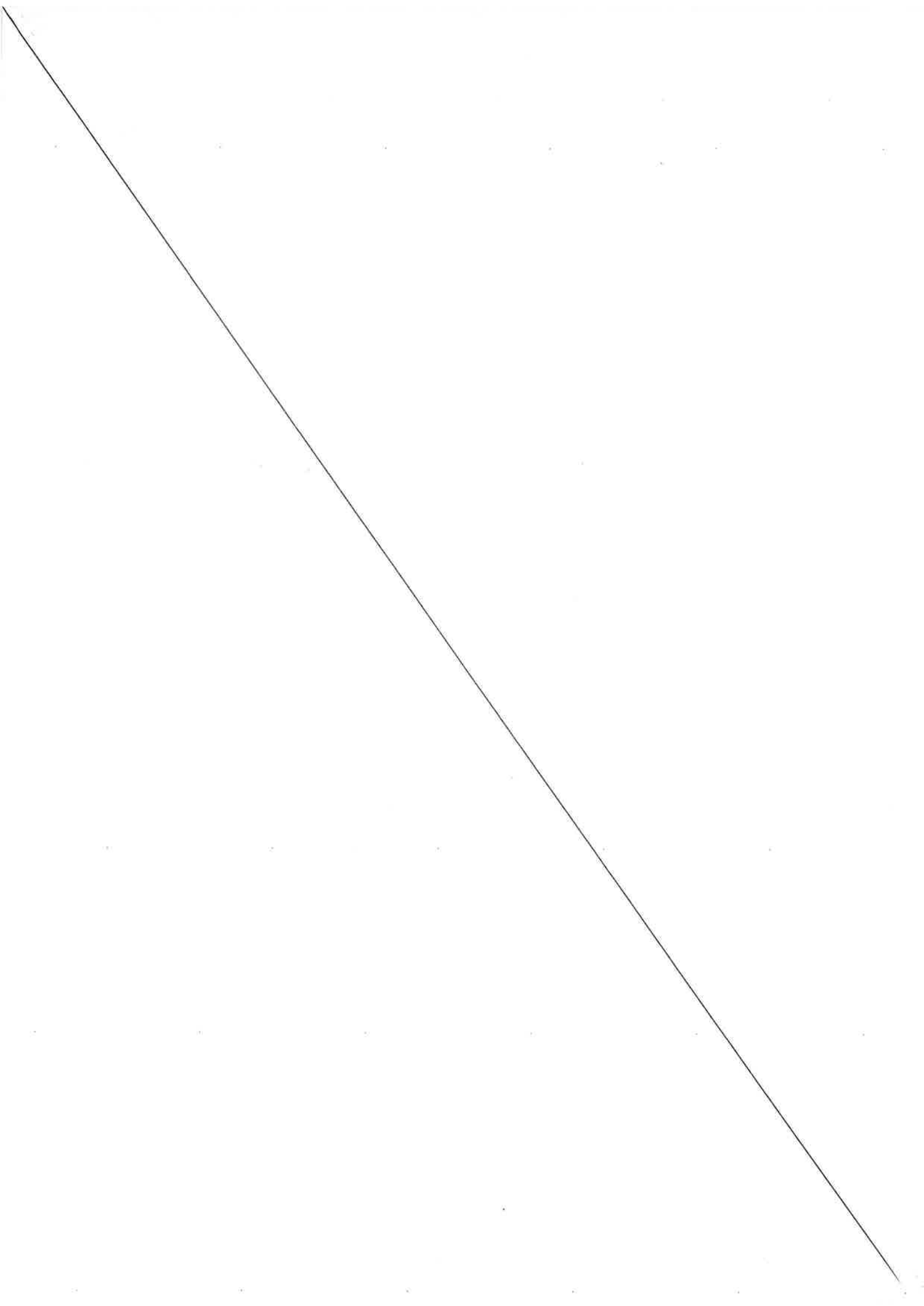
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 18 décembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR 15
CONTRE 0
ABSTENTION 0



3976 CONVENTION CADRE 2023

Relative à l'insertion professionnelle des sportifs de haut niveau

Ligne budgétaire DHPS/CNAT/4.2.02-04

- Vu le code du sport et notamment les articles L212-10 et suivants relatifs à la création de l'Agence nationale du Sport ;
- Vu la convention constitutive et le règlement intérieur et financier du groupement d'intérêt public dénommé « Agence nationale du Sport » en vigueur ;
- Vu l'article L221-7 du code du sport relatif au dispositif de convention destinée à faciliter l'emploi d'un sportif, arbitre ou juge de haut niveau et sa reconversion professionnelle ;
- Vu les délibérations 45-2022 et 47-2022, adoptées le 08 décembre 2022 relatives au budget initial 2023 de l'Agence nationale du Sport ;
- Vu les crédits ouverts en AE et CP relatifs à la Haute Performance - aides aux projets de fonctionnement ;
- Vu la délibération 49-2022 relative à la mise en œuvre des dispositifs de soutien aux athlètes au titre de l'année 2023.
- Vu la délibération

Il est convenu entre :

L'Agence nationale du sport

4/6 rue Truillot , 94200 Ivry-sur-Seine

représentée par son Directeur général, Monsieur Frédéric SANAUR

désignée par « l'Agence »

SIRET : 130 025 281 000 28

Et

METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE

107 BOULEVARD HENRI FABRE 83000 TOULON

représentée par GIRAN Jean-Pierre

désigné par la métropole Toulon Provence Méditerranée,

SIRET : 24830054300217

Et

Fédération Française Handisport représentée par Gregory SAINT-GENIES directeur technique national mandaté,

Désigné par "la fédération"

Et

Stephane MESSI, sportif de haut niveau, ci-après dénommé "le sportif

9 BOULEVARD MATIGNON 83400 HYERES

Il est préalablement convenu ce qui suit :

La performance sportive est un vecteur de rayonnement de la France à l'international ; elle est aussi un élément majeur de rassemblement des Français autour d'une ambition et d'un rêve partagé, qui contribue à la cohésion sociale et au dynamisme de nos territoires.

Cette dynamique créée autour de la performance de nos sportifs doit également associer les entreprises qui sont, avec l'Agence, les collectivités territoriales et le mouvement sportif au cœur du modèle sportif français. Dans ce but, la présente convention a pour ambition de rapprocher les sportifs de haut niveau des collectivités territoriales au service de deux objectifs majeurs :

- **Les collectivités territoriales doivent pouvoir bénéficier de l'apport des sportifs de haut niveau dans leur développement.** Ils constituent un vecteur d'image important, pour la communication interne ou externe, pour le marché intérieur comme à l'international. Ils peuvent également contribuer à la gestion de la performance individuelle et collective des collectivités et de leurs collaborateurs.
- **Les collectivités territoriales peuvent utilement contribuer au développement de la performance sportive de la France en accompagnant un ou plusieurs sportifs de haut niveau.** Renforcer le lien entre les sportifs et les collectivités territoriales permet de sécuriser la préparation des athlètes aux plus grandes compétitions et influe durablement sur leurs performances. C'est aussi une étape indispensable à leur reconversion.

C'est pourquoi, l'Agence met en œuvre un programme national d'accompagnement des sportifs de haut niveau et plus particulièrement les athlètes du « Cercle Haute Performance » et des Cellules « PERF 2024 » qui visent la très haute performance, comme la qualification et la réussite aux jeux olympiques et paralympiques. Cette politique nationale s'attache également à leur assurer la poursuite d'une formation, d'une insertion et d'une reconversion professionnelle correspondant à leurs capacités et leurs aspirations.

Soucieuse de s'associer à la dynamique de la performance sportive, pour contribuer à leur développement et au rayonnement du sport français, l'établissement public de coopération intercommunale Métropole Toulon Provence Méditerranée a souhaité participer à la démarche de l'Agence.

Dans ce contexte, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet de la convention

Par la présente convention, l'établissement s'engage à soutenir Stéphane MESSI lui permettant d'avoir une activité professionnelle à même de lui permettre de disposer de ressources financières et d'un statut social en le faisant bénéficier d'un emploi lequel comprend ou est accompagné de dispositions relatives à l'aménagement du temps de travail du sportif lui permettant d'exercer une activité professionnelle tout en pratiquant sa discipline sportive.

ARTICLE 2 – Bénéficiaires de l'emploi

Sont concernés, les sportifs remplissant cumulativement les conditions suivantes :

- Être âgé au minimum de 18 ans ;
- Figurer sur la liste des sportifs de haut niveau (hors catégorie reconversion) arrêtée par le ministre chargé des sports ;

ARTICLE 3 - Dispositions particulières relatives à l'emploi du sportif bénéficiaire

3-1 - Aménagement de l'emploi

Le sportif, Monsieur Stéphane MESSI, est mis à disposition de sa fédération 19,0% de son temps de travail.

3-2 – Les obligations du sportif bénéficiaire d'un emploi d'agent territorial fonctionnaire

Le sportif doit :

- Exercer les fonctions pour lesquelles il a été recruté et faire preuve d'un engagement particulier au service de la métropole Toulon Provence Méditerranée ;
- Effectuer la formation nécessaire au poste occupé ;
- Présenter à la métropole TPM, par écrit, le planning de ses obligations sportives, validé par le directeur technique national de la fédération concernée, permettant de fixer le calendrier annuel de mise à disposition auprès de la fédération. Les modifications éventuelles de ce planning en cours d'année seront signalées au préalable selon des modalités précisées par la métropole ;
- Participer à un entretien annuel permettant l'évaluation des objectifs professionnels et les besoins de formation ;
- Autoriser, en qualité de sportif de haut niveau, dans les limites des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, toute communication de l'établissement le concernant et l'utilisation de son image ;
- Communiquer à la métropole TPM ses résultats sportifs après chaque compétition nationale et internationale ;
- Participer, dans la mesure du possible, aux opérations de communication interne ou externe pour le compte de l'établissement et à la demande de cette dernière, compatibles avec son calendrier sportif et professionnel ;
- Respecter envers l'établissement les obligations de loyauté et de non concurrence ;
- S'interdire toute utilisation de substances prohibées au sens des dispositions légales, réglementaires et/ou sportives relatives à la lutte contre le dopage, et plus largement dans son activité de sportif de haut niveau, toute attitude susceptible de porter manifestement atteinte à l'image de la métropole TPM;
- Le sportif ou sa fédération s'engage à souscrire, pour bénéficier des dispositions de la présente convention, un contrat d'assurance de personnes couvrant les dommages corporels susceptibles de survenir à l'occasion de sa pratique sportive ou de ses déplacements sur les lieux de pratique sportive.

ARTICLE 4 – Dispositions financières

En contrepartie du soutien apporté au sportif/à la sportive dans le cadre de la signature du contrat tel que prévu à l'article 1 ci-dessus, l'aide annuelle versée à la métropole TPM est de 7 000,00 € € répartie comme suit :

7 000,00 € pour Agence du sport, sous réserve des disponibilités budgétaires prévues à cet effet.

L'aide annuelle, sous réserve de la disponibilité des crédits budgétaires, interviendra sur compte suivant :

Sous réserve de la disponibilité des crédits budgétaires, la subvention est imputée sur la ligne budgétaire DHPS/CNAT/4.2.02-04 de l'Agence en crédits d'intervention. L'ordonnateur compétent pour l'exécution de la présente convention cadre est le Directeur général de l'Agence. Le comptable assignataire est l'Agent comptable de l'Agence.

ARTICLE 5 – Pilotage et contrôle

La métropole TPM doit pouvoir justifier en permanence de l'emploi des fonds reçus auprès de l'Agence et, le cas échéant auprès des autorités de contrôle. A ce titre, elle est tenue de présenter sur la durée de la convention, les déclarations sociales nominatives et en cas de contrôle de l'Agence exercé sur place, les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production est jugée utile au contrôle de l'utilisation de la somme

forfaitaire conformément à son objet. Le service gestionnaire qui accorde la subvention est tenu de vérifier que celle-ci est utilisée conformément à son objet.

ARTICLE 6 - Champ et durée de la convention

La présente convention se substitue à toutes lettres, propositions, offres, conventions et avenants antérieurs portant sur le même objet.

La présente convention prend effet à compter du 01 janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2023.

Elle est renouvelable trois fois au plus et sous réserve que le sportif figure sur la liste des sportifs de haut niveau, par la signature d'un avenant annuel.

L'employeur dispose d'un délai de deux mois, à la réception de l'avenant annuel pour dénoncer la convention.

A l'issue d'une période de quatre ans, une nouvelle convention pourra être établie, après évaluation de la convention précédente avec l'ensemble des parties.

ARTICLE 7 – Modifications, résiliation de la convention

Toute modification des conditions générales prévues dans la présente convention fera l'objet d'un avenant ou d'une nouvelle convention.

En cas d'inobservation des obligations de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée à la suite d'une mise en demeure restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

La résiliation de la présente convention, quelle que soit la partie qui la demande, n'ouvrira droit au versement d'aucune indemnité.

ARTICLE 8 - Litige

Pour tout litige né de l'application de cette convention, les parties s'engagent à un règlement amiable préalable.

En cas d'échec de la procédure, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes du ressort du siège social de l'Agence.

Fait à Ivry-sur-Seine, le 2 Novembre 2023

Pour l'Agence nationale de Sport,
le directeur général

Pour l'employeur,
Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Pour la fédération
le(la) directeur(ice) technique national(e)

Le sportif de haut niveau

AVIS FAVORABLE du CBCM
LE 01 mars 2023
SOUS LE N° 064